VENEZUELA - Pourquoi le non l'a emporté lors du référendum

Mauricio Ruano Alfaro

lundi 17 décembre 2007, mis en ligne par Mauricio R. Alfaro

5 décembre 2007 - Le Président vénézuélien Hugo Chávez, en acceptant le verdict du non sorti des urnes référendaires ce dimanche 2 décembre, a reconnu que sa réforme constitutionnelle n'est pas passée. Cette réforme constitutionnelle proposait des changements en profondeur dans ce pays ; et le plus controversé parmi ceux-ci, était bien celui qui lui donnerait le droit de se représenter de manière indéfinie lors des élections présidentielles au Venezuela. Certains voyaient-là, sous forme déguisée l'installation d'une dictature à vie, par la voie électorale. À notre avis, c'est, dans cette perspective, habilement exploitée par l'opposition, que se trouve, une des causes pouvant expliquer l'échec de la réforme constitutionnelle proposée par Hugo Chávez.

En effet, tout semble indiquer, que la propagande anti-chaviste avait concentré tout son pouvoir médiatique autour de la fabrication de l'image d'un Chávez « dictateur consommé » alertant, tant l'opinion publique nationale qu'internationale, sur les changements constitutionnels proposés par cette réforme comment autant de moyens d'amplifier le pouvoir du tyran ; celui-ci menant le Venezuela tout droit, vers le communisme dans une version philocastriste.

Cette propagande soigneusement montée visait la disqualification du processus référendaire et des institutions du Venezuela. D'après l'opposition tout était contrôlé par Chávez. Ce qui signifie, que pour le cas où le oui l'aurait emporté, tout semble avoir été mis en place pour disqualifier les résultats du référendum et, à partir de là, aggraver la déstabilisation du pays. À ce plan, que Chávez et les chavistes avaient appelé le « Plan tenaille », ils allaient opposer un autre, dénommé « Plan contre-tenaille ».

Heureusement pour le Venezuela, cette grande tension a été désamorcée grâce à l'attitude de Chávez (lui que la propagande médiatique nationale et internationale avait présenté comme « Le dictateur assoiffé de pouvoir ») reconnaissant, tout suite après que les résultats de l'événement politique aient été livrés, la victoire du non. Il s'est incliné ainsi devant, ce qu'il a appelé, la volonté de la nation. Puisque d'après lui, la nation de manière souveraine, a fait son choix.

C'est dans ce contexte, en commentant les résultats officiels du référendum lors de son message à la nation, qu'il a dit que l'époque des fraudes électorales au Venezuela est révolue. Selon sa vision, le Venezuela a atteint, à travers un processus se concrétisant de plus en plus en chaque élection et à chaque référendum, un bon niveau de maturité politique. Ceci lui permet aussi de mieux envisager son destin. Chávez, après ces réflexions, a remercié autant ceux qui ont voté pour la réforme que ceux qui ont voté contre elle.

À ces derniers, il a présente ses félicitations pour leur victoire qui doit également, selon ses dires, leur montrer que la voie est ouverte pour résoudre pacifiquement les problèmes du pays par la participation démocratique. C'est dans ce même ordre d'idées, que Chávez a fait un appel à l'opposition l'invitant à délaisser le chemin de la violence, de la déstabilisation et du boycott des institutions vénézuéliennes. Il les a invité enfin à se constituer en véritable opposition pour planifier le futur et faire du Venezuela un grand pays.

Cette attitude et ces appels de Chávez nous incitent à nous questionner et à réfléchir dans le sens suivant : Étant donné que le référendum du 2 décembre et ses résultats montrent que Chávez et le chavisme peuvent être vaincus par la voie électorale, la droite vénézuélienne va-t-elle être capable

d’organiser une véritable alternative de pouvoir ? Autrement dit, va-t-elle être capable de surmonter ses tentations putschistes et sa tendance permanente à disqualifier Chávez dans ses campagnes médiatiques avec l’objectif de se défaire de Chávez à n’importe quel prix ; comme ceci a été le cas durant le coup d’État de 2002 ?

À notre avis, si la droite fait ce choix, cela va exiger qu’elle reconnaisse que Chávez et le chavisme ne sont pas la cause de la déchirure politique actuelle du Venezuela ; mais aussi qu’elle accepte que la montée du chavisme est la résultante de tout un processus dont elle avait été l’artisan principal en permettant que se développent d’un côté la jouissance de tous les privilèges et de l’autre côté la misère avec ses effets néfastes pour la grande majorité des Vénézuéliens. Bref : la droite vénézuélienne doit accepter que Chávez et le chavisme ne sont que l’expression d’un état de choses qui, depuis longtemps, avait atteint le niveau de l’insupportable dans une société qui réclamait, depuis toujours, un système socio-économique plus juste.

La force de Chávez se trouve justifiée dans le fait que par son action politique et socio-économique, les oubliés du Venezuela s’intègrent, pour la première fois de leur histoire, comme des citoyens à part entière dans l’espace politique national. La droite vénézuélienne, comme d’ailleurs toute la droite en Amérique latine, doit en conséquence comprendre, que l’unique source de stabilité politique se trouve dans la construction d’un nouveau modèle économique, politique et social qui ait pour fondement la poursuite des solutions aux problèmes urgents de la grande majorité de sa population.

Mauricio Ruano Alfaro est docteur en sciences politiques de l’Université du Québec à Montréal, Canada.